

UKRAÏNE

La guerre et le gaz

Les gesticulations guerrières se poursuivent des deux côtés. Poutine vient d'annoncer reconnaître « l'indépendance » des territoires du Donetsk et du Donbass dans l'Est ukrainien. Il annonce également l'envoi de troupes russes sur ces territoires afin, selon ses mots, d'assurer une « mission de protection de la paix » !



Lucien Gauthier

Les Etats-Unis et l'Union européenne annoncent des sanctions contre la Russie et un renforcement de la présence militaire de l'Otan dans les pays limitrophes de l'Ukraine. Ils annoncent également des sanctions économiques. La bourse de Moscou, au matin du 22 février, a dévissé de 8 %. Car les menaces de guerre et les questions économiques sont intimement liées.

Sous les bruits de bottes, on sent l'odeur du gaz. Rappelons que la Russie fournit 40 % du gaz de l'Europe, dont 55 % en Allemagne, 66 % en Pologne et 100 % en Finlande. La Russie est également le troisième producteur mondial de pétrole derrière les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite. La Russie assure ainsi 11 % de l'offre mondiale en pétrole.

Au nom de la lutte contre la dépendance de l'Europe au gaz russe, les Etats-Unis proposent la vente de gaz liquéfié en provenance des Etats-Unis, bien entendu, mais aussi du Qatar. Grâce à l'exploitation des schistes bitumineux, les Etats-Unis sont devenus le premier producteur mondial d'hydrocarbures et ont commencé à exporter leur production en 2016, le président Obama ayant aboli une interdiction d'exportation datant de 1975, suite au premier choc pétrolier. Jusqu'à présent, les Etats-Unis exportent essentiellement en direction de l'Asie, mais, en 2022, ils sont devenus le premier exportateur mondial de gaz liquéfié devant le Qatar et l'Australie. Les Etats-Unis doivent donc trouver d'autres débouchés. C'est ainsi vers l'Europe qu'ils se tournent. Les exportations de gaz liquéfié vers l'Europe ont quadruplé au cours de cette dernière année. D'où la volonté de s'opposer à la mise en service du gazoduc russe Nordstream.

Comme l'écrit le journal patronal français, *Les Echos* : « La crise russe, c'est l'éternelle, mais le problème est ailleurs. Le marché pétrolier est structurellement déficitaire » (15 février 2022). C'est la crainte d'une nouvelle crise de l'économie capitaliste à l'échelle mondiale. Le marché mondial dominé par le capital est menacé de dislocation à chaque instant. Et c'est une nouvelle fois l'expression de l'étroitesse du marché mondial qui voit les trusts s'affronter dans une concurrence violente pour conquérir des parts de marché et organiser le pillage des matières premières.

Cette situation est à la base des guerres. L'impérialisme, c'est le militarisme et la guerre. Telle est la fonction de l'Otan, dominée par les Etats-Unis. Rappelons que, formellement, c'est l'Otan qui a déclenché la guerre en Afghanistan, c'est-à-dire les Etats-Unis entraînant les pays européens. Et ce sont les Etats-Unis qui ont décidé de se retirer d'Afghanistan, sans même consulter leurs partenaires. L'Otan est une machine de guerre contre les peuples, mais aussi un moyen d'encadrer les régimes des pays européens, sur la base des exigences de l'impérialisme américain.

Il ne s'agit ni de démocratie ni de souveraineté nationale. Les peuples d'Europe comme du monde entier n'ont rien à attendre des régimes oppresseurs et des alliances militaires.

La voie de la paix et de la souveraineté n'est à chercher ni du côté de l'Otan et de l'Onu ni du côté de Poutine, et, en ce qui nous concerne, certainement pas du côté de Macron.

La voie pour la paix et la souveraineté, ce sont les peuples ukrainien et russe qui la détermineront dans leurs mobilisations pour en finir avec les régimes oppresseurs. ■

RUSSIE/UKRAÏNE

Point de vue

Y aura-t-il la guerre demain ?

Vladimir Mazurine, militant de Russie

La Russie n'est plus le pays qu'elle était lors de l'effondrement de l'URSS. Elle a accumulé des richesses en raison des prix élevés du pétrole et, moins de cent ans plus tard, Poutine exige le retour de toutes les terres de l'Empire russe. Ces plans sont entravés par l'Otan et la Chine, dont les dirigeants du Kremlin ont également peur. Tout empiètement sur le territoire de l'ex-Union soviétique est très mal perçu par le Kremlin, comme en Géorgie en 2008 ou en Ukraine en 2014. La volonté d'adhérer à l'Otan de la part des dirigeants des anciennes républiques soviétiques provoque, en réponse, une agression immédiate de la part de l'armée russe, qui occupe des territoires étrangers.

La Russie est devenue l'Allemagne d'après Versailles et des années 1930. Humiliée, mais conquérant déjà la Tchécoslovaquie. A nouveau, l'objectif de la machine militaire de la Fédération de Russie est l'Ukraine. Poutine a décidé de conclure un nouveau « pacte Ribbentrop-Molotov » avec les pays de l'Otan sur le partage des zones d'influence en Europe et en Asie. Les Etats-Unis n'acceptent pas ce traité – où ils nous sont présentés comme tels. Néanmoins, ils se souviennent que l'accord entre les nazis d'Allemagne et les stalinien d'URSS n'était pas une volonté des masses. Puis, en 1939, l'Allemagne cède la Finlande, les Etats baltes et la Pologne orientale aux stalinien. Et à l'hiver 1939, l'URSS occupait presque tout sauf la Finlande, qui est occupée en décembre. Avec la Finlande, comme on s'en souvient, peu de choses se sont passées, malgré le fait que la 16^e République finlandaise ait été créée dans le cadre de l'URSS. Et c'est comparable à la situation en Ukraine à la suite de l'attaque russe en 2014 : la Russie a occupé la Crimée et

a créé de petites principautés « russes » à Donetsk et Lougansk.

La Russie moderne, contrairement à l'URSS, n'a pas la Grande Idée de la Révolution mondiale de la Fraternité universelle rituellement célébrée par les stalinien de l'URSS. Elle n'a plus que l'idée du nationalisme russe. La Russie forge des Russes dans l'objectif de « restaurer l'Empire russe ». L'idéologie actuelle du Kremlin est un concentré de l'idéologie impériale du XIX^e siècle. Le Kremlin ne reconnaît pas l'Ukraine, ne reconnaît pas l'existence du peuple ukrainien. Pour Poutine, ce sont les Russes occupés par les idées occidentales qu'il va libérer ! En 2014, les idéologues du Kremlin prévoient de créer Novorossiya (la Nouvelle Russie) à la place de l'Ukraine. Ils s'attendaient à un large soutien des masses, mais dans la réalité, cela ne s'est pas passé ainsi. Sur quoi Poutine compte-t-il désormais ? Ces dernières années, le ministère de la Défense de la Fédération de Russie a procédé à un réarmement de grande ampleur. Mais est-ce suffisant pour une entrée victorieuse à Kiev ? Il y aura un raté avec l'Ukraine. Et ce raté ne se produira pas par accident. N'ayant pas compris la tradition de la longue lutte du peuple ukrainien pour l'indépendance, Poutine pense qu'il peut briser le gouvernement ukrainien d'un simple coup de pouce diplomatique. C'est grossièrement mal calculé. Poutine, face à l'intransigence du gouvernement ukrainien, au lieu de refondre son plan, s'est mis à menacer. Dans l'atmosphère de soumission byzantine qui l'entoure, Poutine lui-même est victime de ses menaces : elles n'affectent pas les Ukrainien, mais l'obligent à agir immédiatement. Depuis l'été dernier, une grande partie de l'armée russe est aux portes de l'Ukraine. Et c'est ainsi qu'une guerre honteuse pourrait commencer – inutilement, sans perspective claire, sans préparation morale et matérielle, à un moment où le calendrier lui-même semblait mettre en garde contre l' aventure. ■

En bref



Correspondant

Andalousie : des milliers de personnes dans la rue pour le système de santé

A l'appel initial de l'UGT et des CCOO, auxquelles se sont joints d'autres organisations et groupes, des plates-formes locales et provinciales pour la défense du système de santé, plus de soixante-dix mille personnes sont descendues dans la rue pour protester contre la grave détérioration de la santé publique. Fermeture des services des urgences et des consultations pédiatriques dans les centres de santé, délais de plus de quinze jours pour un rendez-vous en soins primaires, près d'un million de personnes sur la liste d'attente pour un spécialiste, un test de diagnostic ou une opération, des professionnels épuisés après la pandémie. Une situation aggravée par le licenciement de huit mille professionnels de santé en octobre 2021. Les manifestations sont la preuve que le peuple andalou n'est pas résigné, il continuera à se battre pour sa santé publique. Aujourd'hui, beaucoup de ceux qui y ont participé se demandent comment continuer jusqu'à la victoire.

ROUMANIE

Le fardeau des dépenses militaires imposées par l'Otan

Après dix ans de pré-adhésion à l'UE et quinze autres années en tant que membre de cette union, la Roumanie fait partie des pays de l'Est où l'écart avec l'Occident se creuse chaque année, mais l'écart entre les pauvres et les riches à l'intérieur du pays s'est agrandi encore davantage.

Correspondant

Aux pressions politiques et économiques exercées par l'UE s'ajoute une pression militaire. En effet, la frontière commune avec l'Ukraine, pays en conflit avec la Russie, après le référendum sur l'adhésion de la République de Crimée à la Fédération de Russie, a conduit à l'adjonction de troupes étrangères, majoritairement américaines. Mille soldats arrivent ces jours-ci, complétant le contingent existant déjà des bases américaines construites sur le territoire roumain, ainsi que des troupes françaises, ajoutées à d'autres soldats des armées de l'Otan.

Avec comme conséquence le fardeau des dépenses militaires imposées par l'Otan pour l'établissement de bases militaires, le maintien des troupes étrangères dans les unités militaires roumaines, l'acquisition d'équipements de combat obsolètes : le dernier montant total de l'achat de 32 F-16 norvégiens, c'est 454 millions d'euros HT, répartis en 354 millions d'euros pour l'achat proprement dit et 100 millions d'euros pour le support logistique et l'équipement en provenance des Etats-Unis. A ce montant, s'ajoute la transaction précédente entre la Roumanie et le Portugal, portant sur 17 autres avions F-16, le montant des crédits d'engagement et budgétaires liés à l'achat d'avions multirôles à l'Etat portugais estimé à 628 millions d'euros, auxquels s'ajoutent 175 millions de dollars pour la modernisation.

Les domaines prioritaires déclarés par les politiciens roumains du XXI^e siècle sont la santé et l'éducation. On remarque facilement que la réalité est toute différente. Les policiers, les gendarmes et les agents de sécurité bénéficient d'un régime particulier : retraite inférieure à

l'âge légal, grilles salariales secrètes, soins médicaux préférentiels. Les gouvernants s'occupent des institutions répressives, arme efficace pour réprimer le mécontentement généralisé et garantir l'apparence de la paix sociale. D'après les informations reçues via le Cile, nous avons constaté que l'offensive du capital est la même dans tous les pays européens. Il y a une attaque constante contre les systèmes de santé, d'éducation, de protection sociale, restreignant et aggravant ainsi les conditions de travail et de vie de la classe ouvrière. La forme de cette agression est différente, mais le but est le même : l'impérialisme mondial veut anéantir tous les foyers de résistance qui s'opposent à l'expansion et à l'évolution du capitalisme partout dans le monde.

Pour continuer à s'opposer à cette stratégie globale, nous ne pouvons qu'opposer à cette hydre capitaliste une solidarité internationale entre toutes les nations attaquées, sans aucune distinction. La solidarité et l'unité d'action sont capables d'arrêter et de contrer l'impérialisme. ■